

Bonnes nouvelles

(tous ensemble pour nos emplois)

Les dirigeants de Ford n'ont jamais marqué les esprits pour leur transparence, leur franchise ou encore le respect de leurs paroles.

Confirmation très récemment avec l'annonce de la fermeture de l'usine Genk en Belgique ... quelques jours après avoir dit qu'il n'était pas question, deux-trois ans après s'être engagés à maintenir l'activité sur le site en échange de quelques « sacrifices » pour les salariés.

Les dirigeants, qui ne s'embarrassent pas du moindre scrupule, affirment d'abord qu'il n'y avait pas de clause et ensuite qu'une clause existait bien mais qu'ils étaient libérés de leur engagement en cas de situation économique exceptionnelle.

Une autre confirmation des paroles des dirigeants de Ford qui ne valent pas grand-chose. En ce qui concerne notre usine FAI, Ford Europe devait nous rencontrer tous les 45 jours, ce qui ne se fait plus depuis longtemps. Au sujet du Comité de Pilotage de décembre, c'est encore plus spectaculaire ! On est loin, même très loin des discours enthousiastes de septembre sur le retour du logo et des annonces avant la fin de l'année.

Depuis ce Comité de pilotage à la Préfecture, c'est simple, nous n'avons aucune nouvelle de la direction de Ford Europe. Rien sur la tenue ou l'annulation du Comité de décembre, rien sur un éventuel report en février à part des infos récupérées dans la presse régionale. Et la direction FAI dit n'être au courant de rien.

Au-delà de la question du logo, ce qui nous préoccupe évidemment c'est le nombre d'emplois préservés par les activités qui vont se mettre en place. Là, nous n'avons aucune précision, aucune avancée. Certes des machines arrivent, les secteurs se mettent en place mais les détails sur l'organisation des lignes de production et d'assemblage ne permettent pas d'avoir une vision claire.

Le contexte de sous-activité et de chômage partiel affaiblit nos capacités de mobilisation. Certes mais il faudra faire avec. L'année 2013 ne doit pas être une année d'attente, au contraire. Nous allons mener la bataille pour pousser Ford à apporter un projet supplémentaire, à investir ce qu'il faut, à remettre le logo. On profitera de chaque occasion pour le dire, à commencer par la prochaine date du Comité de Pilotage.



ARCELOR, PSA, PÉTROPLUS, FORD GENK, SOUTHAMPTON ...

COMMENT STOPPER LA MACHINE À FERMER LES USINES ?

Nous assistons à une terrible offensive patronale. À côté des fermetures et des vagues de licenciements (intérimaires et CDD jetés + CDI), nous avons droit à une grosse propagande pour faire accepter la situation.

On nous dit que c'est la crise, que les ventes chutent, que les marchés se tassent, que c'est la fin de la croissance donc il faudrait laisser passer l'orage, subir les restructurations diverses, les remises en cause du temps de travail et des salaires (ça va avec !) et attendre que tout redémarre. Aussi simple que ça.

Seulement voilà, cette austérité imposée à tous (partout en Europe) ne rétablira pas la situation, au contraire même. Plus il y aura d'attaques contre le niveau de vie des populations, plus on s'en-

foncera dans la crise. Car c'est la crise du capitalisme, un système économique qui est réglé sur la course aux profits, à la rentabilité, à la productivité. Des logiques folles qui fabriquent le chômage, la précarité, la pauvreté.

Plutôt que de faire payer les salariés encore et encore, la solution c'est de faire payer les patrons, les financiers, les actionnaires. Il faut leur enlever les moyens de faire des dégâts. C'est pour cela que l'interdiction des licenciements, la nationalisation, la réquisition sont des perspectives à défendre. Les militants d'Arcelor, de Fralib, de Petroplus, de Sanofi en parlent.

Il y a urgence. Il faut un contre-pouvoir qui permette de stopper la catastrophe économique et sociale, un système qui réponde aux besoins des gens.



UN « COLLECTIF » POUR L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

La CGT-Ford participe depuis peu à un genre de « collectif » qui veut élaborer un projet de loi qui interdise les licenciements. Plusieurs salariés, militants syndiqués ou pas, travaillant dans des entreprises concernées directement par des fermetures ou des licenciements ou seulement menacés ou bien déjà licenciés se retrouvent et essaient de construire un « collectif ».

A l'origine, ce sont des salariées des 3 Suisse/La Redoute licenciées ces derniers mois et qui luttent aux Prud'hommes pour faire annuler leurs licenciements. Elles ont créé une association « Licenci'elles ». Au fil des manifestations, des liens de solidarité et de combat se tissent.



RACKS : EXPERTISE CHSCT EN COURS...

Alertés par des collègues en souffrance devant des conditions de travail très mauvaises notamment à la soudure, les membres du CHSCT avaient voté une expertise qui a pour objectif d'améliorer la situation.

Un expert extérieur et indépendant de la direction rencontre pendant quelques jours la direction, les responsables du secteur, le service médical et les salariés concernés. Il s'agit d'étudier les conditions existantes de manière à faire des propositions pour que les conditions de travail n'abîment plus la santé des collègues.

L'expert ira une nouvelle fois à la rencontre des salariés les lundi 10 (9h/16h - 21h/1h) et mardi 11 décembre (10h/18h). L'important est que l'ensemble des difficultés ressorte clairement. C'est la condition pour que la situation puisse s'améliorer.

Aujourd'hui, plusieurs entreprises sont représentées dans ce « collectif » qui prépare une action à Paris le 15 janvier pour s'opposer aux fermetures d'usines et licenciements. Parmi elles : en plus des 3Suisse, il y a Valeo, Goodyear, Fralib, Air France, Faurecia, Sotimedical ... l'objectif est bien évidemment d'élargir le plus possible.

Une autre réunion aura lieu le 20 décembre pour finaliser le projet de loi, pour préparer l'action, pour voir comment on sollicite des soutiens de toutes parts, comment on médiatise. L'idée est bien de construire le « tous ensemble » et la convergence des luttes. Nous espérons que ces initiatives vont se multiplier.

INAPTITUDES : ATTENTION DANGER

Nous sommes très inquiets du sort des salariés qui ont des grosses restrictions médicales. Le cas du collègue qui vient d'être licencié est révélateur des intentions et des méthodes de la direction. L'espoir demeure car l'inspectrice du travail étudie la situation qui a été dénoncée. Elle peut faire annuler le licenciement.

Quoiqu'il arrive, nous proposons aux collègues qui le souhaitent de contacter les membres CHSCT ou les militants CGT pour éviter de se retrouver isolé face à ce genre de problème. Il vaut mieux agir collectivement et s'entre-aider.



MANIFESTATION SAMEDI 8 DÉCEMBRE ÉGALITÉ DES DROITS POUR TOUS !

A une époque où les discriminations et les préjugés sexistes, racistes, xénophobes ont tendance à se renforcer, il est important de défendre l'égalité des droits pour tous.

Face aux protestations réactionnaires et aux déclarations parfois homophobes contre le projet de loi légalisant le mariage pour tous, il y a une bataille à mener contre tous les intégrismes, contre les idées d'extrême droite.

Rendez-vous samedi à 12h30, sur le Parvis des Droits de l'Homme (devant le TGI,) pour un rassemblement suivi d'une manifestation.

MANIFESTATION DU 13 DÉCEMBRE

La CGT33, la FSU33 et l'UNEF appellent à un rassemblement ce jeudi 13 décembre, devant la Préfecture.

Il s'agit encore une fois de manifester contre l'austérité, pour la défense des emplois (publics comme privés) et des retraites.

On ne lâche rien ! Car il est question de préparer un gros rendez-vous (on espère) en janvier. Face à la guerre patronale, nous n'avons pas le choix que de construire la riposte. C'est important, il faut y aller.